

RAPPORT au CONSEIL DÉPARTEMENTAL



Réunion du 14 janvier 2022

C - Grands Investissements

OCCUPATION ou UTILISATION du DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL **Modification de la tarification des redevances** **Création d'une redevance pour service rendu**

Le Domaine Public Routier Départemental (DPRD) constitue un bien public, dont la conservation est une préoccupation constante du Département, en sa qualité de gestionnaire de la voirie.

Les articles L. 2125-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) posent le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du Domaine Public (DP) donne lieu au paiement d'une redevance. Le principe de non-gratuité de l'occupation ou de l'utilisation du DP connaît pour autant une série d'exceptions limitées à une exigence d'intérêt général dont bénéficient notamment les associations à but non lucratif.

Concernant la fixation du montant, et quand l'assiette de la redevance n'est pas fixée par un texte réglementaire, c'est l'autorité gestionnaire qui est compétente pour en fixer le montant.

Les redevances ne peuvent être fixées qu'en argent et payables d'avance et annuellement (L. 2125-4 du CGPPP). Le montant est arrondi l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1 (L. 2322-4 du CGPPP).

Le montant des redevances évolue au 1^{er} janvier de chaque année, selon l'indice du coût de la construction arrêté au 2^{ème} trimestre de l'année « n-1 ».

Toute occupation du DP, même sans titre, entraîne le recouvrement d'une indemnité correspondant au montant de la redevance qui aurait été appliquée si l'occupant avait été dans une situation régulière.

En parallèle de redevances pour occupation ou utilisation du DP, une redevance pour service rendu peut être légalement établie à la condition, d'une part que les opérations qu'elle est appelée à financer ne relèvent pas de missions qui incombent par nature à l'Etat (ou à la collectivité gestionnaire) et d'autre part qu'elle trouve sa contrepartie directe dans une prestation rendue au bénéfice propre d'usagers déterminés.

La Direction des routes est parfois amenée à réaliser des prestations spécifiques pour les entreprises en charge de répondre à des mises en concurrence pour des passages de convois exceptionnels hors itinéraires définis par arrêtés préfectoraux, voire à effectuer des recherches plus poussées pour fournir des hypothèses de calcul puis valider ces notes de calcul.

Ces prestations spécifiques, qui ne répondent dès lors plus aux missions classiques dévolues au gestionnaire de la voirie départementale dans un but d'intérêt général, mais qui sont au contraire effectuées au bénéfice propre des entreprises qui veulent faire circuler des convois exceptionnels sur des routes départementales en dehors des itinéraires prévus par arrêté préfectoral, peuvent être soumises à une redevance pour service rendu. Cette redevance équivaut alors au prix d'un service.

Aussi, je vous propose d'actualiser la tarification des redevances fixée par délibération n° CG / C 4 du 29 juin 2001, de fixer au 1^{er} février 2022 l'application des nouvelles redevances selon le tableau annexé au présent rapport et de créer une redevance pour service rendu.

Le CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Considérant que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la propriété des personnes publiques,

Vu les délibérations n° CG / 6 du 1^{er} octobre 1984, n° CG / C 11bis du 2 février 1989, n° CG / C 9 du 3 novembre 1989, n° 16 du 20 mai 1985 du Bureau du Conseil Général, n° CPCG / C 3 du 8 décembre 1997 et CG / C 4 du 29 juin 2001 relatives à la tarification des redevances pour l'occupation du Domaine Public Routier Départemental,

DECIDE :

Article 1^{er}. - Le barème des redevances fixé pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public routier départemental ou pour service rendu tel que figurant en annexe est approuvé. Il entre en vigueur au 1^{er} février 2022.

Article 2. - L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public est délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Article 3. - L'évolution des redevances s'effectue annuellement au 1^{er} janvier selon l'indice du coût de la construction arrêté au deuxième trimestre de l'année « n - 1 ».

Article 4. - Le forfait horaire pris en compte dans l'évaluation des dommages au domaine public routier départemental est fixé à 60 €/heure/agent. Il évolue dans les conditions fixées à l'article 3.

Article 5. - Les délibérations n° CG / 6 du 1^{er} octobre 1984, n° CG / C 11bis du 2 février 1989, n° CG / C 9 du 3 novembre 1989, n° 16 du 20 mai 1985 du Bureau du Conseil Général, n° CPCG / C 13 du 8 décembre 1997 et CG / C 4 du 29 juin 2001 sont abrogées à compter du 31 janvier 2022.



Marc FLEURET



Barème des redevances au 1^{er} février 2022

- pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public routier (DPR) départemental
- pour service rendu

Approuvé par délibération n° CD_20220114_048

| Types d'occupation du domaine public | Barème | Informations complémentaires |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tournage de films sur le domaine public routier avec privatisation totale de la route départementale | 300 € (fermeture par RD pour une durée allant jusqu'à 5 h) | Toute demi-journée (= 5 h) commencée est due. Hors mise à disposition d'agent du Département |
| Tournage de films sur le domaine public routier : Mise à disposition de personnel (minimum 2 agents) pour assurer les missions d'exploitation | 60 €/heure/agent | Toute heure commencée est due La mission débute à la pose de l'alternat |
| Épreuves sportives sur le domaine public routier : privatisation totale du DPR | 200 €/jour/manifestation | |
| Épreuves sportives sur le domaine public routier : intégré à la circulation | 150 €/jour/manifestation | |
| Manifestations ouvertes au public autres que sportives sur le domaine public routier : privatisation totale du DPR | 100 €/jour/manifestation | |
| Manifestations ouvertes au public autres que sportives sur le domaine public routier : Mise à disposition de personnel (minimum 2 agents) pour assurer les missions d'exploitation | 60 €/heure/agent | Toute heure commencée est due La mission débute à la pose de l'alternat |
| Réseaux (irrigation, eaux pluviales, eaux usées, adduction eau potable, vapeur, air comprimé, eau chaude, réseau de transport divers) par un maître d'ouvrage privé sur domaine public routier | 0,60 €/m linéaire/an avec un minimum de 50 € | Toute année commencée est due |

| Types d'occupation du domaine public | Barème | Informations complémentaires |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Occupation du domaine public routier par un support de publicité temporaire | 25 €/m ² avec un minimum de 25 €/mois | Pas de calcul de prorata : tout est arrondi à l'entier supérieur |
| Occupation surfacique du domaine public par un Maître d'Ouvrage privé ou son prestataire (Dépôt temporaire, Utilisation d'un délaissé de voirie, surplomb, et /ou emprise au sol...) | 0,60 €/m ² /jour avec un minimum de 50 € | Dépôt de bois, échafaudage, palissade |
| Mise à disposition de personnel (minimum 2 agents) pour assurer les missions d'exploitation | 60 €/heure/agent | Mise à disposition de personnel pour pallier une situation d'urgence ou reprendre des dommages au domaine public |

TRANSPORTS EXCEPTIONNELS :

| Prestations spécifiques | Barème | Informations complémentaires |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Frais de dossiers pour traitement des demandes de passage (traversée de l'Indre en transit) des convois exceptionnels (hors itinéraire prévu par arrêté préfectoral) | 200 €/dossier | Les services départementaux instruiront la demande s'il n'y a pas de recalcul à effectuer |
| Frais de dossiers pour recherche et fournitures des hypothèses de calcul ainsi que la validation de la note établie par un transporteur | 400 €/Ouvrage d'Art (OA) | Les hypothèses de calcul seront fournies au transporteur pour qu'il produise une note de calculs qui sera validée |